

(N° 172.)

Chambre des Représentants.

SEANCE DU 17 MARS 1920.

Projet de loi sur l'exécution des clauses du Traité de Paix de Versailles relatives aux contrats d'assurance sur la vie ⁽¹⁾.

RAPPORT

FAIT AU NOM DE LA COMMISSION (2) PAR M. WAUWERMANS.

MESSIEURS,

Le Traité de paix de Versailles, soumet les contrats d'assurances et de réassurances entre personnes devenues ennemies, à des modes de règlements particuliers dont l'énoncé comprend vingt-sept paragraphes — qui ne brillent peut-être pas par une clarté et une précision particulières ; (Annexe à la section V ; contrats, prescriptions, jugements ; §§ 8 et suivants).

L'article 299 du Traité pose le principe que « les contrats conclus entre ennemis seront considérés comme annulés à partir du moment où deux quelconques des parties sont devenues ennemies, sauf en ce qui concerne les dettes et autres obligations pécuniaires résultant d'un acte ou paiement prévu par ces contrats... »

L'article 300 stipule d'autre part que « sur le territoire des Hautes Parties contractantes, dans les rapports entre ennemis, tous délais quelconques de prescription, péremption ou forclusion de procédure seront suspendus pendant la durée de la guerre, qu'ils aient commencé à courir avant le début de la guerre ou après ; ils recommenceront à courir au plus tôt trois mois après la mise en vigueur du Traité. »

Il résulte de la combinaison de ces articles, et des développements de l'annexe de ceux-ci, que les contrats d'assurance ne s'annulent pas du fait de la guerre, ni par suite du non accomplissement des clauses du contrat pendant la guerre et les trois mois qui suivront.

Bien au contraire, en matière d'assurances-vie il est expressément prévu, par un

(1) Projet de loi, n° 161.

(2) La Commission, présidée par M. Max, était composée de MM. De Bruycker, Mansart, Max, Neven, Soudan et Wauwermans.

texte particulier (annexe §§ 11 et 14), que toute somme devenue exigible pendant la guerre est recouvrable, plus les intérêts à 5 p. c. l'an depuis l'échéance jusqu'au paiement et qu'il n'y a pas de forclusion du chef de l'inexécution pendant la guerre si l'assuré, dans les trois mois de la mise en vigueur du Traité, paie les primes en retard, plus 5 p. c. d'intérêt annuel.

Les dispositions que nous venons de résumer s'appliquent tant aux contrats conclus par des assurés de nationalité allemande avec des assureurs belges que par des assurés belges avec des assureurs allemands.

C'est cette dernière catégorie de contrats qui est la plus nombreuse et la situation des assurés belges est particulièrement digne d'intérêt et singulièrement menacée.

A maintes reprises l'on a signalé le danger qui résultait de l'application du principe de la liberté absolue, sans limites et sans contrôle, en matière d'assurances. L'assurance sur la vie est un contrat de prévoyance et d'épargne que l'on ne pourrait trop encourager. Il a pour but de fournir à l'assuré la tranquillité de sa fin d'existence, de garantir l'existence des siens si la mort vient les priver de celui qui pourvoyait à leurs besoins. L'assuré n'est point un spéculateur ou un joueur dont la ruine peut nous laisser indifférents à raison du lucre qu'il poursuivait.

Il y a davantage qu'une atteinte au crédit privé, qu'un manquement à des rapports entre particuliers lorsqu'une société d'assurances sur la vie vient à faire faillite à ses engagements.

La Belgique est un des rares pays où se fait assureur qui veut, sans devoir fournir des garanties de moralité ou de solvabilité. Et le danger de cette liberté est d'autant plus grand que ce sont les assureurs les moins recommandables qui peuvent — sauf à ne pas tenir leurs promesses — offrir les tarifs les plus élevés, se livrer à la publicité la plus coûteuse.

La Belgique est la terre promise des assureurs véreux en l'absence de règles imposant aux assureurs de constituer les « réserves mathématiques » soit de constituer le fonds de garantie indispensable pour le règlement des sinistres.

Ils discréditent les sociétés honorables qui fonctionnent avec une honnêteté scrupuleuse, et qui sont les premières à dénoncer et à déplorer ces abus de la liberté.

De même toutes les sociétés étrangères peuvent s'installer et fonctionner chez nous sans garanties et disparaître sans laisser le moindre gage sur lequel les assurés pourront exercer leurs droits.

La discussion à laquelle la présente loi fournira matière, donnera sans doute l'occasion de réclamer le contrôle des sociétés d'assurances, et notamment des sociétés d'assurances mutuelles.

Dans l'espèce qui fournit matière au présent projet de loi, on a du constater qu'un grand nombre de sociétés d'assurances allemandes furent placées sous séquestre au lendemain de l'armistice.

Aucune que nous sachions ne possédait de garanties de ses engagements en Belgique. C'est en Allemagne que les sociétés faisaient valoir le produit des primes recueillies. Les séquestres ne purent qu'encaisser le montant des primes que les assurés consentaient à acquitter. Mais ces sommes étaient insuffisantes pour régler les sinistres, et l'eussent-elles été, les séquestres n'auraient pu disposer de ces sommes au profit de quelques assurés au détriment de la masse.

Les assurés belges sont donc en ce moment dans l'alternative ou bien de ne pas donner suite à leur contrat, subissant la perte de la transformation de leur police en une police libérée réduite ou à valeur de rachat ; ou bien de continuer leurs versements — et, dans les deux cas, sans aucune certitude d'un règlement à l'échéance.

D'autre part, aux termes de l'article 296 du Traité, les réclamations du chef de dettes échues pendant la guerre, entre ennemis résidant chacun sur son territoire, et résultant de transactions ou de contrats inexécutés du fait de la guerre doivent être réglées par le mode spécial des *offices de vérification et de compensation*.

Quelle serait la situation des assurés, disséminés dans tout le pays, s'ils devaient dans un court délai et strictement limité par le Traité, engager ces procédures !

Cette situation serait de nature à compromettre irrémédiablement les intérêts de nos nationaux si le Traité de Versailles ne contenait vis-à-vis de l'Allemagne une clause particulière et qui — nous ignorons pour quels motifs — ne se trouve pas dans le Traité de Saint Germain en Laye, conclu avec l'Autriche, et dont le Parlement aura bientôt à connaître.

« Chaque puissance alliée ou associée aura, — dit le Traité de Versailles —
 » dans les trois mois qui suivront la mise en vigueur du présent Traité, la faculté
 » de résilier tous les contrats d'assurance en cours, entre une Compagnie d'assu-
 » rance allemande et ses ressortissants, dans des conditions soustrayant les dits
 » ressortissants à tout préjudice. » (§ 12 de l'Annexe à la section V des Clauses économiques.)

En tel cas, c'est l'État qui doit se constituer le défenseur de ses nationaux assurés ; qui a le droit de produire le montant de leurs créances échues à l'*Office de compensation*, d'agir contre les sociétés tenues à terme, d'exiger tant directement qu'à l'intervention de l'État allemand, la stricte exécution du contrat, et par voie d'application et comme une — mais non l'unique — conséquence de cette dénonciation, de se faire mettre en possession de la partie de l'avoir de l'assureur attribuable aux polices annulées.

Lorsque la disposition porte que le droit de résiliation a pour corrolaire la mise des ressortissants à l'abri de tout préjudice, ce texte imposé aux vaincus ne peut avoir d'autre portée que de créer l'obligation pour les assureurs et pour l'État allemand, de fournir tout ce qui est nécessaire pour sauvegarder la pleine indemnisation des anciens assurés et par voie de conséquence de tenir l'État belge indemne du principal et des frais de liquidation.

L'État a le droit d'exiger le transfert de tous avoirs en conformité des dispositions générales sur le règlement des créances à charge des sujets ennemis — soit aux taux du change d'avant guerre (art. 296, d) ; de réclamer notamment, en même temps, dans la réserve mathématique afférente aux polices qui seront annulées, la part correspondante aux frais de gestion et ce sans préjudice à tous autres droits.

Le projet de loi consacre l'intervention de l'État ; et elle ne pourrait en aucun cas se justifier davantage qu'alors qu'il s'agit d'assurer par une action, qui ne peut aboutir que par la puissance de l'État qui a imposé le Traité de réparation, la sauvegarde des droits particuliers de nos nationaux.

L'État réalisera ainsi la défense des assurés qu'ils ont été dans l'impossibilité

d'assurer par leur groupement ; et qu'ils seraient exposés de voir compromettre par des organismes officieux ne pouvant offrir aucunes garanties et capables même de poursuivre des buts tout différents.

Il serait inadmissible donc, que l'État n'usât pas de la faculté réservée par la disposition de résiliation et laissât le champ libre soit aux assurés isolés, soit à des pilleurs d'épaves, soit aux sociétés allemandes, qui reviendraient ainsi fonctionner en Belgique : L'agent d'assurance peut être un précieux agent d'information pour le pays dont ressort son patron...

Mais par le fait même que l'État résilie les contrats au profit des assurés, il doit, par une conséquence logique, reprendre pour son compte et assurer la liquidation des contrats résiliés et en assurer ce règlement sans préjudice.

La faculté de résiliation ne vise pas tous les contrats d'assurance-vie contractés en Belgique, mais seulement ceux contractés par des assurés belges.

Les contrats conclus par des Allemands auprès d'assureurs belges échappent à la clause de résiliation par dénonciation de l'État : ils resteront soumis aux règles générales sur les contrats.

Il est à observer que l'*office de vérification et de compensation* institué par le Traité de Versailles doit porter au débit du Gouvernement allemand, garant de bonne fin, toutes les dettes de ses ressortissants — soit dans l'espèce les dettes des sociétés allemandes vis-à-vis des assurés belges. Mais par contre il doit inscrire au crédit allemand les créances des assurés allemands à charge des assureurs belges.

Dès lors l'*office de gestion et de liquidation* institué près du ministère de l'Industrie, ne pourra limiter son action au règlement des seuls contrats annulés des assurés belges. Son action doit s'étendre sur l'ensemble des assurances-vie entre ennemis, c'est-à-dire sur « tous les contrats d'assurances qui se basent sur les probabilités de la vie humaine, combinés avec le taux d'intérêt, pour le calcul des engagements réciproques des deux parties » (§ 15 de l'Annexe).

La mission de l'*office de gestion et de liquidation* paraît donc devoir s'étendre aux opérations suivantes :

En ce qui concerne la liquidation des assurances contractées par des ressortissants belges à des sociétés allemandes.

Établir les droits des assurés belges dans l'avoir des sociétés allemandes et qui constitue le gage spécial de ceux-ci.

Récupérer les réserves mathématiques, et obtenir pour la sûreté des sommes qui ne pourraient être acquittées immédiatement la constitution de toutes garanties mobilières ou immobilières, en Belgique, Allemagne et pays neutres.

Recevoir des sequestres judiciaires les comptes de leur gestion, et le reliquat de leurs recouvrements, sous déduction des frais et honoraires de gestion.

A l'aide de la masse ainsi constituée opérer le règlement aux assurés belges des sommes dues à raison de contrats venus à terme.

Liquider sur les bases conventionnelles les contrats que les assurés, auraient résilié, n'auront pas remis en vigueur par le paiement des primes arriérées ou qui ne pourraient être remis en vigueur par disparition de risque, notamment si l'assuré était décédé alors que le contrat était devenu caduc.

Liquider les autres contrats en fournissant aux assurés l'indemnité qui leur revient.

En ce qui concerne les assurances contractées par des Allemands vis-à-vis des sociétés belges, l'Office devra être qualifié pour recevoir le montant des polices revenant à ces assurés, pour liquider la situation des assurances venues à terme et de celles qui deviendraient caduques par non paiement des primes dans les délais du § 11, ou qui seront valablement dénoncées. Actuellement certaines sociétés d'assurances belges éprouvent des hésitations, et redoutent des responsabilités, qui ont pour conséquence d'empêcher la remise aux mains des sequestres belges de cette partie des avoirs allemands.

La destination des sommes ainsi recouvrées découlera des dispositions qui seront édictées par la loi dont le projet vous a été soumis concernant la liquidation et l'attribution des biens des sujets ennemis.

Il ne semble pas que la disposition du § 12 de l'annexe puisse aller au delà de la liquidation des polices belges échues : il ne vise que la résiliation des contrats où les Belges sont assurés.

Il n'existe d'ailleurs point de raisons pour l'État de se faire le gérant d'affaires pour l'avenir des assurés allemands vis-à-vis des sociétés belges ; d'empêcher que les sociétés belges exercent les droits qui leur appartiennent vis-à-vis des assurés allemands, poursuivent pour l'avenir le bénéfice des clauses de rachat ou de résiliation.

Il est à concevoir d'autre part que le projet de loi devra sans doute avoir pour conséquence d'entraver l'exercice de leur profession pour l'avenir à toutes les sociétés dont les contrats sont résiliés, de les empêcher de conclure de nouveaux contrats en Belgique, si quel qu'un de nos nationaux, mal instruit par l'expérience d'hier, en pouvait éprouver encore la tentation.

Il ne faut pas dissimuler que la tâche dévolue à l'Office sera malaisée à raison des clauses diverses de tous ces contrats, et notamment du montant variable de certaines primes en fonction des bénéfices.

Il a fallu reconnaître l'impossibilité, au moins actuelle, de décharger l'État de la mission, qu'il vous propose d'accorder à un organisme officiel, sur un ou des groupes d'assureurs.

Mais rien n'empêche que cette solution soit adoptée par la suite et que l'Office, qui devra recourir au concours d'actuaire pour arrêter les mesures propres à soustraire ses ressortissants à tout préjudice s'adresse plus tard aux organismes privés, de même qu'un liquidateur ordinaire peut traiter toutes opérations particulières.

Il doit être bien entendu que l'Office à créer constitue un office de liquidation, c'est-à-dire qu'il ne pourra contracter des affaires nouvelles. Sa mission de gestion ne s'applique qu'à la gestion des affaires en cours des sociétés allemandes.

Nous comparerions volontiers l'Office à un liquidateur dont la mission est définie par les articles 114 et suivants de la loi sur les sociétés commerciales. Aussi bien c'est de la liquidation d'opérations commerciales des sociétés allemandes qu'il s'agit ici.

L'on peut sans doute prévoir que sa mission est susceptible d'être étendue, par la suite, à raison de l'adoption du Traité de Saint-Germain. Mais il est à remar-

quer qu'ici le champ d'action serait forcément beaucoup moins large : ce Traité ne prévoit pas la résiliation des contrats, et le transfert d'une partie des avoirs, des compagnies autrichiennes comme conséquence de telle résiliation.

D'autre part, l'on sait que les contrats d'assurances contre l'incendie, les assurances maritimes, les autres assurances, telles les assurances accidents, ne tombent pas sous l'application de la disposition du § 12 de l'annexe et, partant restent en dehors de la présente loi : la règle générale du § 9 est qu'ils seront annulés à partir de la première échéance de la prime annuelle survenant trois mois après la mise en vigueur du présent Traité. Il ne peut donc y avoir là que des règlements de comptes entre parties intéressées, à l'intervention, le cas échéant de l'*Office de vérification* et dans lesquels l'Office nouveau n'a pas à intervenir.

Ce n'est pas le lieu ni le moment de discuter la question de « l'assurance par l'État » et il n'est demandé à personne de manifester ici, ou d'abandonner ce qu'il pense au sujet de ce régime. L'institution de l'*Office de gestion et de liquidation* ne préjuge rien à cet égard, il lui est absolument étranger.

Il semble que son fonctionnement ne pourrait même fournir des éléments d'expérience, puisqu'il fonctionnera d'une façon anormale en ce qui concerne la matière assurance.

Ce sera un organisme requis pour la défense de nos nationaux. Si l'on considère que parmi ces assurés il en est bon nombre qui voient aujourd'hui compromises toutes les épargnes durement réunies pour assurer leurs derniers jours, l'on sera unanime pour se rallier aux propositions qui sont faites par le Gouvernement pour adopter le principe de création de l'*Office* dont un arrêté royal précisera le fonctionnement.

Il appartiendra ensuite au Gouvernement, dans les négociations qui seront poursuivies, d'imposer aux débiteurs allemands, les garanties nécessaires pour le remboursement des sommes à acquitter aux assurés belges et d'exiger tout ce qui est nécessaire pour mettre nos nationaux à l'abri de *tout préjudice*.

La Belgique ici encore — comme dans le règlement d'autres dommages provenant de la guerre — peut être amenée à remplir le rôle de banquier de l'Allemagne. Sa créance doit être assurée en principal — frais et intérêts d'attente. L'*Office* doit pouvoir — à tout le moins — couvrir ses frais de gestion par une commission à fixer si elle n'est comprise dans la réserve mathématique. Le règlement ne peut grèver le budget de l'État belge.

A cet égard, la disposition qui accorde au nouvel organisme la personnalité civile permettra de lui constituer un budget propre et l'établissement de comptes distincts de ceux de nos autres services.

La Commission spéciale ne croit pas inutile de signaler que la déclaration de restitution formant l'objet de l'article 1 du projet doit être formulée avant le 10 avril prochain. Il y a donc nécessité absolue à ce que la loi soit votée et promulguée dans le plus bref délai, aux fins de permettre la notification au Gouvernement allemand dans le délai de rigueur.

Le Rapporteur,
P. WAUWERMANS.

Le Président,
A. MAX.

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 17 MAART 1920.

Wetsontwerp

betreffende de uitvoering der bepalingen van het Vredesverdrag van Versailles,
in verband met de levensverzekeringsovereenkomsten ⁽¹⁾.

VERSLAG

NAMENS DE COMMISSIE (2) UITGEBRACHT DOOR DEN HEER WAUWERMANS.

MIJNE HEEREN,

Het Vredesverdrag van Versailles onderwerpt de verzekerings- en herverzekeringscontracten tusschen personen, die vijand van elkander zijn geworden, aan bijzondere regelingswijzen welke zeven en twintig paragrafen beslaan, die wellicht niet om hunne bijzondere helderheid en juistheid verdienen geroemd te worden. (Toevoegsel van Afdeeling V; contracten, voorschriften, vonnissen; §§ 8 en volgende.)

Artikel 299 van het Verdrag stelt als beginsel voorop dat « de contracten gesloten tusschen vijanden als vernietigd zullen beschouwd worden van het oogenblik af dat twee om 't even welke der partijen vijanden geworden zijn, behalve wat betreft de schulden en andere geldelijke verplichtingen voortvloeiende uit de uitvoering eener akte of betaling voorzien in deze contracten... »

Artikel 300. anderzijds, bedingt dat « op het grondgebied der Hooge Verdragsluitende Partijen, in de betrekkingen tusschen de vijanden, alle om 't even welke termijnen van verjaring, verval of uitsluiting van rechtspleging gedurende den oorlog zullen opgeschorpt zijn. hetzij zij begonnen te loopen vóór het begin van den oorlog of na dien tijd; zij zullen opnieuw beginnen te loopen ten vroegste drie maanden na het in werking treden van onderhavig Verdrag. »

Uit het verband van deze artikelen en van de toelichting van het Toevoeg-

(1) Wetsontwerp, n^o 161.

(2) De Commissie, voorgezeten door den heer Max, bestond uit de heeren De Bruycker Mansart, Max, Neven, Soudan en Wauwermans.

sel daarvan blijkt, dat de verzekeringscontracten niet vernietigd worden wegens het feit van den oorlog, noch ten gevolge van het niet nakomen der bepalingen van het contract gedurende den oorlog en de drie maanden die er zullen op volgen.

Integenderl, in zake levensverzekeringen wordt uitdrukkelijk voorzien door een bijzonderen tekst (toevoegsel §§ 11 en 14), dat elke som die binnen den oorlog eischbaar geworden is, invorderbaar wordt met de interesten aan 5 t. h. per jaar van den dag harer eischbaarheid tot den dag der betaling en dat er geen uitsluiting bestaat uit hoofde van niet nakoming gedurende den oorlog indien de verzekerde, binnen de drie maanden te rekenen van het in werking treden van het Verdrag, de in verwijl zijnde premiën betaalt met 5 t. h. jaarlijkschen interest.

De bepalingen, welke wij komen samen te vatten, zijn van toepassing zoolwel op de contracten aangegaan door verzekerden van Duitsche nationaliteit met Belgische verzekeraars, als op die aangegaan door Belgische verzekerden met Duitsche verzekeraars.

Deze laatste soort contracten zijn de talrijkste, en de toestand van de Belgische verzekerden is in hooge mate bedreigd en verdient alle belangstelling.

Herhaaldelijk heeft men gewezen op het gevaar voortvloeiende uit de toepassing van het beginsel der volstrekte vrijheid, zonder beperkingen en zonder contrôle, in zake verzekeringen. De levensverzekering is een contract van voorzorg en van spaarzaamheid, dat men niet genoeg kan aanmoedigen. Het heeft voor doel aan den verzekerde de rust van zijn ouden dag te waarborgen, het bestaan der zijnen te verzekeren bijaldien de dood hun dengene komt te ontrukken, die in hunne levensbehoeften voorzag. De verzekerde is gernszins een kansberekenaar of een speler wiens ondergang ons onverschillig kan laten wegens het gewin dat hij nastreefde.

Er is meer dan een aanslag op het privaat crediet, dan een tekortkoming in de betrekkingen tusschen particulieren wanneer eene levensverzekeringsmaatschappij aan hare verbintenissen te kort komt.

België is een der zeldzame landen waar iedereen die wil verzekeraar speelt, zonder waarborgen van zedelijkheid of van gegoedheid te verschaffen. En het gevaar van deze vrijheid is des te grooter daar het de minst aanbevelenswaardige verzekeraars zijn die, — mits zij hunne verbintenissen niet nakomen —, de hoogste tarieven kunnen aanbieden, het meeste geld aan ruchtbaarheid kunnen besteden.

België is het landke van belofte voor de verdachte verzekeraars, omdat er geene regeling bestaat welke de verzekeraars verplicht de wiskundige reserves te stichten ofwel het onontbeerlijke waarborgfonds voor het vereffenen der premiën tot stand te brengen.

Zij ontnemen het vertrouwen aan de achtenswaardige maatschappijen die met een nauwgezette eerlijkheid werken en die de eerste zijn om deze misbruiken der vrijheid aan te klagen en te betreuren.

Zoo ook kunnen al de vreemde vennootschappen te onzent zich komen vestigen, en aldaar komen werken zonder zekerheidstelling en zij kunnen

ook verdwijnen zonder het minste pand na te laten waarop de verzekerden hunne rechten kunnen doen gelden.

De behandeling van dit wetsontwerp zal ongetwijfeld de gelegenheid bieden om de contrôle te eischen over de verzekeringsmaatschappijen en, voornamelijk, over de onderlinge verzekeringsmaatschappijen.

Om de redenen welke tot onderhavig wetsontwerp aanleiding gaven, werden een groot aantal Duitsche verzekeringsmaatschappijen onder dwangbeheer gesteld daags na den wapenstilstand.

Geene enkele, zoo verre wij weten, bezat waarborgen voor hare verbintenissen in België. 't Is in Duitschland dat de maatschappijen de opbrengst der verzamelde premieën deden vruchten afwerpen. De dwangbeheerders konden slechts het bedrag der premieën opstrijken, welke de verzekerden wel wilden betalen. Doch deze sommen waren ontoereikend om de rampen te vereffenen, en indien zij wel toereikend geweest waren, dan zouden de dwangbeheerders over deze sommen niet hebben kunnen beschikken ten bate van eenige verzekerden en ten nadeele van de massa.

De Belgische verzekerden hebben dus op dit oogenblik te kiezen tusschen geen gevolg te geven aan hun contract en alsdan het verlies te ondergaan van het omzetten hunner polis in eene verminderde ontlaste polis of eene polis met terugkoopwaarde; ofwel hunne stortingen voort te zetten zonder — in beide gevallen — eenige zekerheid te bezitten op den vervalldag uitbetaald te worden.

Anderzijds moeten, naar luid van artikel 296 van het Verdrag, de bezwaargronden uit hoofde van tijdens den oorlog vervallen schulden, tusschen vijanden die elk op hun eigen grondgebied verblijven, en voortvloeiende uit dadingen of contracten onuitgevoerd wegens den oorlog, geregeld worden op de bijzondere wijze van de *kantoren tot onderzoek en vergoeding*.

Wat zou de toestand zijn van de verzekerden, over heel het land verspreid, zoo zij binnen een korten termijn en streng beperkt door het Verdrag, deze rechtsgedingen moesten instellen?

Deze toestand zou de belangen van onze landgenooten onherstelbaar in gevaar kunnen brengen zoo het Verdrag van Versailles tegenover Duitschland geene bijzondere bepaling bevatte, die — wij weten niet waarom — niet is neergeschreven in het Verdrag van Saint-Germain-en-laye, met Oostenrijk gesloten en dat het Parlement weldra zal te onderzoeken krijgen.

« Elke verbonden of geassocieerde Mogendheid zal — zegt het Verdrag » van Versailles — binnen de drie maanden, die op het in werking treden » van onderhavig Verdrag zullen volgen, het recht hebben al de tusschen » een Duitsche verzekeringsmaatschappij en hare onderhoorigen loopende » verzekeringscontracten te breken, onder voorwaarden, die gezegde onder- » hoorigen van alle nadeel vrijwaren. » (§ 12 van het Bijvoegsel tot Afdeling V der Economische bepalingen.)

In zulk geval is het de Staat die moet optreden als verdediger van zijne verzekerde landgenooten; die het recht heeft het bedrag van hunne vervallen schuldvorderingen voor *het kantoor tot vergoeding* te brengen; op te treden tegen de maatschappijen die aan een termijn gehouden zijn; de strenge

uitvoering van het Contract te eischen zoowel rechtstreeks als door bemiddeling van den Duitschen Staat, bij wijze van uitvoering en als een — doch niet het eenige — gevolg van deze opzegging, zich in bezit te doen stellen van het gedeelte van het vermogen des verzekeraars, dat aan de vernietigde polissen dient toegekend te worden.

Wanneer de bepaling zegt dat het recht tot verbreking tot gevolg heeft dat de landgenooten tegen alle nadeel moeten gevrijwaard worden, kan deze tekst, aan de overwonnenen opgelegd, geene andere beteekenis hebben dan de verplichting voor de verzekeraars en voor den Duitschen Staat, al het noodige te leveren om de volledige vergoeding van de vroegere verzekerden te waarborgen, en dienvolgens, den Staat vrij te stellen van de hoofdsom en van de kosten van vereffening.

De Staat heeft het recht de overdracht te eischen van alle vermogens, overeenkomstig de algemeene bepalingen in zake de regeling der schuldvorderingen ten laste der vijandelijke onderdanen — hetzij tegen den wisselkoers van vóór den oorlog (art. 296, d); terzelfdertijd, namelijk in de wiskundige reserve, behorende bij de polissen die zullen vernietigd worden, het aandeel te eischen dat met de beheerkosten overeenstemt en zulks onverminderd alle andere rechten.

Het wetsontwerp huldigt de tusschenkomst van den Staat. En nergens zou deze beter te rechtvaardigen zijn dan waar het geldt de bijzondere rechten van onze landgenooten te beschermen door eene handeling, welke slechts tot een goeden uitslag kan leiden door de macht van den Staat die het Verdrag tot herstel heeft opgelegd.

De Staat zal dus de verdediging van de verzekerden op zich nemen, daar zij zelf het niet konden door hunne groepeerings; en die, in handen van half-ambtelijke instellingen, gevaar zouden loopen, daar deze geen enkele waarborg kunnen bieden en zelfs bekwaam zijn gansch verschillende doeleinden na te streven.

Het zou dus niet aan te nemen zijn dat de Staat geen gebruik maakte van het recht hem geboden door de bepaling betreffende de verbreking, en het veld openliet, hetzij aan afzonderlijke verzekerden, hetzij aan de strand-schuimers, hetzij aan de Deutsche maatschappijen, die aldus opnieuw in België aan 't werk zouden gaan : De verzekeringsagent kan een zeer nuttig inlichtingsagent wezen voor het land waartoe zijn patroon behoort.

Maar door het feit zelf dat de Staat de contracten verbreekt ten voordeele der verzekerden, moet hij, als een logisch gevolg, de vereffening der verbroken contracten op zijn rekening nemen en verzekeren, en deze regeling zonder nadeel verzekeren.

Het recht tot verbreking betreft niet al de levensverzekeringscontracten in België gesloten, maar enkel deze gesloten door Belgische verzekerden.

De contracten door Duitschers gesloten bij Belgische verzekeraars vallen niet onder de bepaling van verbreking door opzegging van den Staat : zij blijven onderworpen aan de algemeene regelen op de contracten.

Er dient opgemerkt dat *het Kantoor tot onderzoek en vergoeding*, ingesteld door het Verdrag van Versailles, op rekening van de Deutsche Regeering,

die den goeden uitslag waarborgt, al de schulden moet brengen van zijne Staatsonderhoorigen, — in onderhavig geval de schulden der Duitsche maatschappijen tegenover de Belgische verzekerden. Maar, daarentegen, moet het op het Duitsche credit de schuldvorderingen aanschrijven van Duitsche verzekerden ten laste van de Belgische verzekeraars.

Dan zou ook het *Kantoor voor beheer en vereffening*, ingesteld bij het Ministerie van Nijverheid, zijne werking ook niet mogen beperken enkel tot de regeling der vernietigde contracten van de Belgische verzekerden. Zijne werking moet zich uitstrekken tot de levensverzekeringen, in hun geheel, tusschen vijanden gesloten, dit wil zeggen tot al « de levensverzekeringscontracten die gegrond zijn op de waarschijnlijkheden van het menschelijk leven, verbonden met den voet van interest, tot het berekenen der wederzijdsche verbintenissen van de twee partijen » (§ 13 van het Toevoegsel).

De taak van het *Kantoor voor beheer en vereffening* schijnt zich dus te moeten uitstrekken tot volgende verrichtingen.

Wat betreft de vereffening der verzekeringen aangegaan door Belgische staatsonderhoorigen bij Duitsche Maatschappijen.

De rechten vaststellen der Belgische verzekerden in het vermogen der Duitsche maatschappijen, wat het bijzonder pand van deze uitmaakt.

De wiskundige reserves wederinvorderen en, als zekerheidsstelling voor de sommen die niet onmiddellijk kunnen uitbetaald worden, de vastzetting bekomen van alle roerende en onroerende waarborgen in België, Duitschland en onzijdige landen.

Van de rechterlijke dwangbeheerders de rekeningen van hun beheer ontvangen, alsmede het overschot van hunne invorderingen onder aftrek der kosten en honoraria van beheer.

Met behulp van de aldus vastgezette massa, aan de Belgische verzekerden de sommen uitkeeren die hun zijn verschuldigd wegens vervallen contracten.

Op de conventionneele grondslagen de contracten vereffenen, welke de verzekerden, zouden opgezegd hebben, niet meer opnieuw van kracht hebben gemaakt door het betalen der achterstallige premiën of die niet meer opnieuw van kracht zouden kunnen gemaakt worden door het verdwijnen van risico, namelijk indien de verzekerde overleden was op het oogenblik dat het contract nietig geworden was.

De overige contracten vereffenen, met aan de verzekerden de vergoeding te verschaffen waarop zij recht hebben.

Wat betreft de verzekeringen aangegaan door Duitschers bij Belgische maatschappijen zal het Kantoor bevoegd zijn om het bedrag der polissen, dat aan deze verzekerden toekomt, te ontvangen, om den toestand te regelen van de vervallen verzekeringen en van deze die zouden nietig zijn geworden wegens niet betaling van de premiën binnen de termijnen van § 11, of die op geldige wijze zullen opgezegd zijn. Sommige Belgische verzekeringsmaatschappijen ondergaan thans zekere aarzelingen een vreezen verantwoordelijkheden op zich te nemen welke als gevolg hebben de overgaven te beletten van dit gedeelte der Duitsche vermogens in handen der Belgische dwangbeheerders.

De bestemming der aldus teruggevorderde sommen zal blijken uit de bepalingen welke zullen vervat zijn in de u onderworpen wet, betreffende de vereffening en de toekenning der vijandelijke goederen.

Het schijnt niet dat de bepaling van § 12 der bijlage verder kan gaan dan tot de vereffening der vervallen Belgische polissen : zij doelt slechts op de verbreking der overeenkomsten waardoor Belgen verzekerd zijn.

Er bestaan, overigens, geene redenen voor den Staat om tegenover Belgische maatschappijen op te treden als zaakvoerder voor de toekomst der Duitsche verzekerden ; te beletten dat de Belgische maatschappijen, welke hunne rechten tegenover Duitsche verzekerden doen gelden, met het oog op de toekomst het voordeel der bepalingen van afkoop of van verbreking nastreven.

Insgelijks is het te denken dat het wetsontwerp gewis voor gevolg moet hebben, aan al de maatschappijen waarvan de contracten verbroken zijn, de uitoefening van hun beroep alsmede het sluiten van nieuwe contracten in België, te verhinderen, hen te beletten nieuwe contracten in België te sluiten, indien iemand onzer landgenooten, slecht ingelicht zijnde, door de vroegere ervaring, daartoe nog mocht geneigd zijn.

Het valt niet te ontkennen dat de taak, aan het Kantoor toegewezen, bezwaarlijk zal zijn uit hoofde der verschillende bepalingen van al deze contracten, en inzonderheid uit hoofde van het schommelend bedrag van sommige premien in verhouding tot de winsten.

Ten minste vooralsnu, heeft men moeten erkennen, dat het onmogelijk is den Staat te ontlasten van de zending welke hij u voorstelt aan eene officiele inrichting, aan eene of meer groepeerings van verzekeraars toe te kennen.

Niets echter zal verhinderen dat deze oplossing in de toekomst worde aangenomen, en dat het Kantoor, dat op de medehulp van actuarissen een beroep zal moeten doen ten einde de vereischte maatregelen te treffen om zijne staatsonderhoorigen voor alle schade te vrijwaren, in 't vervolg zich later tot de private inrichtingen wenden, evenals een gewone vereffenaar alle particuliere zaken kan regelen.

Het dient goed te worden verstaan, dat het op te richten Kantoor een dienst van vereffening is, met andere woorden, dat het geene nieuwe verbintenissen zal mogen aangaan. Zijne zending van beheer past zich slechts toe op het beheer der loopende zaken der Duitsche maatschappijen.

Wij zouden volgaarne het *Kantoor* vergelijken aan een vereffenaar wiens zending is bepaald door de artikelen 114 en volgende der wet op de handelsvennootschappen. Eveneens geldt het hier de vereffening van handelsverrichtingen der Duitsche maatschappijen.

Ongetwijfeld mag men voorzien dat zijne zending voor uitbreiding vatbaar is in de toekomst, om reden der aanneming van het verdrag van Saint-Germain. Er dient niettemin te worden opgemerkt, dat hier het arbeidsveld noodzakelijkerwijs veel enger zal wezen : door dit verdrag wordt het opzeg-

gen der overeenkomsten niet voorzien, evenmin als de overdracht van een gedeelte der vermogens van de Oostenrijksche maatschappijen als zijnde het gevolg van zulke opzegging.

Anderdeels is het geweten dat de verzekeringscontracten tegen brand, de zeevaartverzekeringen, de overige verzekeringen, als zijn de verzekeringen tegen ongevallen, niet onder toepassing komen van de bepaling van § 12 der bijlage, en bijgevolg buiten deze wet blijven; naar den algemeenen regel van § 9 worden zij vernietigd te rekenen van den eersten vervaldag der jaarlijksche premie, voorkomende drie maanden na het in werking treden van het Verdrag. Hier kan dus geen sprake zijn dan van rekeningen tusschen betrokken partijen met, desgevallend, de tusschenkomst van het *Kantoor voor onderzoek* en waarin het nieuwe Kantoor niet heeft tusschen te komen.

Het oogenblik is niet geschikt om hier het vraagstuk van de « Staatsverzekering » op te werpen, en aan niemand wordt gevraagd zijne zienswijze over dit stelsel vooruit te zetten of van zijne meening over deze regeling af te zien. De instelling van het *Kantoor voor beheer en vereffening* stelt desaan gaande niets voorop, en deze regeling is haar volkomen vreemd.

Het schijnt dat hare werking zelfs niet tot proefneming zou kunnen dienen, vermits zij op gebied van verzekering op abnormale wijze zal werken.

Het zal eene instelling wezen, in het leven geroepen voor de verdediging onzer landgenooten. Wanneer men bedenkt dat tal van deze verzekerden al de spaarpenningen welke zij met moeite voor hunnen ouden dag hadden vergaard, thans in gevaar zien gebracht, dan zullen allen eensgezind hunne goedkeuring hechten aan de voorstellen door de Regeering gedaan om het beginsel der oprichting van het Kantoor aan te nemen en waarvan een koninklijk besluit de werking verder bepalen zal.

Tijdens de onderhandelingen die zullen voortgezet worden, zal het de taak van de Regeering zijn, aan de Duitsche schuldenaars de noodige waarborging op te leggen voor de terugbetaling der aan de verzekerde Belgen verschuldigde sommen en te eischen al hetgeen noodig is om onze landgenooten van *alle nadeel* te vrijwaren.

Hier ook — zooals in de regeling van andere soorten van schade wegens den oorlog — kan België er worden toe gebracht de rol van bankier van Duitschland te vervullen. In hoofdsom — kosten en loopende interesten — moet de schuldvordering worden verzekerd. Op zijn minst genomen moet het Kantoor zijne kosten van beheer kunnen dekken door middel van een Commissieloon; indien dit niet in de wiskundige reserve begrepen is. De vereffening mag de Belgische Staatsbegroting niet bezwaren.

In dit opzicht zal het mogelijk zijn, uit hoofde van de bepaling welke aan de nieuwe inrichting rechtspersoonlijkheid verleent, daaraan een eigen begroting te geven en rekeningen op te maken, verschillend van die der andere diensten.

De Bijzondere Commissie meent dat het niet overbodig is er op te wijzen, dat de verklaring van teruggave, welke het voorwerp uitmaakt van artikel 1 van het ontwerp vóór den 10^{en} April e. k. dient gedaan te zijn. Het is dus

volstrekt noodzakelijk dat de wet zoodra mogelijk goedgekeurd en bekendgemaakt wordt, ten einde er van aan de Deutsche Regeering, binnen den vereischten termijn, kennis te kunnen geven.

De Verslaggever,

P. WAUWERMANS.

De Voorzitter,

A. MAX.

